

Les subsides

domaine de l'environnement plus que tout autre gouvernement précédent.

M. Wappel: Ayant écouté très attentivement les propos du ministre, monsieur le Président, et en guise de préambule à mon bref commentaire, j'aimerais dire tout d'abord que nous respirons tous le même air, vivons tous dans le même pays et utilisons tous les mêmes lacs. Nous éprouvons tous les mêmes appréhensions au sujet de l'environnement. Nous sommes quelque peu déprimés d'entendre constamment le ministre nous rebattre les oreilles de ce que les précédents gouvernements n'ont pas accompli. Nous nous préoccupons de l'environnement des générations futures. Nous voulons faire en sorte que nos enfants puissent respirer un air pur. Nous n'avons que faire de leçons d'histoire.

Le ministre a commencé par demander pourquoi les députés de l'opposition ne comprennent pas ce que fait le gouvernement pour protéger l'environnement, après quoi il s'est mis en frais de nous fournir certains exemples de ce qu'il a fait. Chose intéressante, parmi les réalisations du gouvernement au chapitre de l'environnement, le ministre a commencé par rappeler que le premier ministre (M. Mulroney) avait reçu un prix. Un prix ne fait ni bien ni mal à l'environnement. Je n'arrive pas à comprendre comment le fait que le premier ministre ait pu obtenir un prix pour quelque raison que ce soit, politique ou autre, pourrait contribuer à protéger l'environnement.

Le ministre a mentionné un certain nombre de mesures précises qui ne manquent pas d'intérêt. Cependant, depuis cinq ans qu'il exerce le pouvoir, le gouvernement a attendu jusqu'à maintenant pour agir. Le ministre a parlé de développement durable au chapitre de l'environnement et de ce que j'appellerais un «superministère». Je lui rappelle que ce superministère, le député de Davenport (M. Caccia) le réclame depuis de nombreuses années, tout comme le développement durable et un ministre qui ait la haute main sur l'environnement. Le ministre ne devrait pas faire semblant qu'il s'agit là d'une trouvaille de génie du Cabinet conservateur.

La question que je pose au ministre est très précise. Il a dit qu'il avait signé des accords concernant les pluies acides avec sept provinces. En a-t-il signé avec certains États des États-Unis ou même avec le gouvernement de ce pays? S'il en a signé, de quelle nature sont-ils? Autre-

ment, où en sont les négociations avec les États-Unis en ce qui concerne les pluies acides?

[Français]

M. Bouchard (Lac-Sain-Jean): Monsieur le Président, je remercie l'honorable député de poser une question précise sur ce désastre national pour le Canada qu'est le phénomène des pluies acides. Les plus acides sont un phénomène qui s'est manifesté depuis de très nombreuses années. Nous ne nous en sommes pas trop rendu compte au Canada, mais depuis maintenant quelques années, nous savons que c'est tout à fait dramatique.

Je voudrais rappeler que ce gouvernement a été le premier à entamer avec les Américains des négociations et des pourparlers pour leur montrer très clairement qu'il fallait absolument mettre fin à ce désastre. Nous avons fait la moitié du chemin. Je l'ai mentionné. Le député a eu l'obligeance et l'honnêteté de le reconnaître quant aux signatures avec les sept gouvernements provinciaux.

Avec les États-Unis maintenant, il ne faut pas avoir d'illusions. Il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Mais il se trouve que nous avons présentement des circonstances qui nous permettent d'entretenir une espérance légitime. Voici une administration nouvelle qui a mis en place des gens qui ont la confiance et la crédibilité des milieux environnementaux. Des engagements très nets ont été pris par le Président des États-Unis. Il y a déjà un projet de loi introduit au Congrès. Il y en a un autre de l'Administration qui s'annonce pour la fin du mois, et après cela, on pourra entreprendre des négociations qui, je l'espère, dans l'intérêt de tout le pays, vont nous permettre de régler une partie du problème des pluies acides.

Le président suppléant (M. Paproski): Les questions et les commentaires sont terminés. Débat. L'honorable députée d'Hamilton-Est (M^{me} Copps) a la parole.

[Traduction]

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, je suis heureuse de pouvoir soulever certains points avant que le ministre nous quitte. Si j'ai bien compris, il doit en toute vitesse se rendre à Washington, probablement pour participer ce soir à la cérémonie au cours de laquelle le premier ministre (M. Mulroney) recevra un prix. Je voudrais lui lancer un défi. Je crois que le ministre pourrait grandement accroître sa crédibilité en incitant le premier ministre à refuser le prix que va lui remettre un